

Face à la crise

Centre de Référence de la Fédération pour le soutien psychologique

Le Centre de référence de la Fédération internationale pour le soutien psychologique poursuit son chemin

Par Anders Ladekarl, Chef du département international, Croix-Rouge danoise

Adoption à Copenhague de nouvelles priorités et d'une structure remaniée

La veille du mariage royal à Copenhague, des représentants de Sociétés nationales intéressées, du Secrétariat de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se sont réunis dans la capitale danoise afin de discuter de l'avenir du Centre de référence de la Fédération internationale pour le soutien psychologique.

Créé en 1993, le Centre de référence a été hébergé ces dix dernières années par la Croix-Rouge danoise. Aux termes d'un accord de coopération entre le Secrétariat de la Fédération internationale et la Croix-Rouge danoise, les activités du Centre auraient dû être reprises en mains dans leur intégralité par le Secrétariat et les délégations de la Fédération internationale d'ici 2005. Toutefois, à la fin de 2003, il est apparu évident que le Secrétariat ne serait pas en mesure d'assumer comme prévu les tâches du Centre de référence, sans parler des coûts afférents. Partant de ce constat, de nombreuses Sociétés nationales ont exprimé le souhait que la Croix-Rouge danoise continue d'héberger le Centre de référence pour le soutien psychologique. La Croix-Rouge danoise s'est pliée à cette demande, sous réserve que certaines

conditions soient remplies, avec l'approbation des principales parties intéressées.

Les participants à la réunion de Copenhague ont convenu à l'unanimité que le travail du Centre de référence revêt une grande importance et qu'il représente une valeur ajoutée non négligeable au regard des priorités de la Croix-Rouge. Ils ont accueilli favorablement l'offre de la Croix-Rouge danoise de continuer d'héberger le Centre, de même que la proposition d'en renforcer les capacités de manière à lui permettre d'offrir à l'avenir un appui opérationnel aux programmes de soutien psychologique.

Ils ont débattu en profondeur des trois conditions préalables fixées dans cette perspective par la Société hôte: (1) le Centre pour le soutien psychologique devra avoir les moyens de fournir un appui opérationnel aux programmes psychosociaux de la Croix-Rouge danoise et, éventuellement, d'autres Sociétés nationales; (2) quoique étant disposée à relever le niveau actuel de sa participation financière afin de couvrir, notamment, la capacité opérationnelle du Centre, la Croix-Rouge danoise n'assumera pas une part supérieure à 50 pour 100 du financement total des activités du Secrétariat de la Fédération internationale liées au Centre (contre 70 pour 100 environ actuellement); (3) le Centre sera doté d'une nouvelle

No. 2/ Juin 2004

Sommaire

Le Centre de référence de la Fédération internationale pour le soutien psychologique poursuit son chemin

Le soutien psychologique en Europe centrale

Partenariat avec les familles de personnes disparues – une expérience du CICR

Souvenirs de la route – Soutien psychosocial auprès des enfants et des familles victimes d'un conflit armé

Réunion du groupe d'experts à Nottingham

Les équipes de soutien psychosocial de la croix-rouge espagnole pour les situations d'urgence

Collaborer pour apporter un soutien aux personnes victimes d'une situation d'urgence ou d'une catastrophe

Publié bimensuel par:

la Croix-Rouge danoise et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Rédactrices :

Janet Rodenburg et Ewa Maryl

Note concernant la responsabilité de l'éditeur :

Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs des articles et pas nécessairement celles de la Croix-Rouge danoise et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Courrier électronique :

psp-referencecentre@redcross.dk

Internet :

www.redcross.dk/psp-referencecentre

ISSN: 1603-3043



Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Croix-Rouge danoise 

structure de gouvernance établissant la responsabilité juridique pleine et entière de la Croix-Rouge danoise, de manière à éviter toute confusion concernant les pouvoirs et obligations.

Des questions ont été soulevées concernant l'engagement d'autres Sociétés nationales à participer au financement du Centre, la contribution de la Croix-Rouge danoise aux dépenses de fonctionnement et la capacité du Centre à être à terme "au service de tous". Le Secrétariat de la Fédération internationale et la Croix-Rouge danoise se sont engagés à poursuivre les activités actuelles du Centre et à assurer aux Sociétés nationales des services de soutien opérationnel sur la base du recouvrement des coûts, en tenant dûment compte des capacités financières respectives des Sociétés nationales concernées. D'autres Sociétés nationales se sont engagées à contribuer aux dépenses de fonctionnement du Centre de référence pour le soutien psychologique.

Les participants ont appuyé la proposition d'établir un Comité consultatif composé de représentants du Secrétariat de la Fédération internationale, de la Croix-Rouge danoise, des donateurs et des Sociétés nationales opératrices, lequel aura pour fonction de guider le travail et de définir les priorités du Centre de référence pour le soutien psychologique.

Suite à cette réunion très constructive des parties prenantes, le Secrétariat de la Fédération et la Croix-Rouge danoise se sont attelés à la formulation d'un Mémorandum d'accord sur l'avenir du Centre. La Croix-Rouge danoise souhaite intégrer le Centre dans son département international tout en reconnaissant le Secrétariat de la Fédération internationale comme instance dirigeante pour la définition des politiques et stratégies; en d'autres termes, le Centre de référence pour le soutien psychologique servira donc d'instrument pour la mise en oeuvre de nos politiques et stratégies communes dans ce domaine. La Croix-Rouge danoise assumera 50 pour 100 des dépenses de fonctionnement, le reste devant être couvert par des contributions d'autres Sociétés nationales. En outre, la Croix-Rouge danoise

s'engage à acheter des services au Centre de référence de manière à garantir une masse critique de capacité opérationnelle.

Dès que le Mémorandum d'accord aura été signé, nous entamerons la restructuration du Centre avec du personnel supplémentaire et un nouveau Comité consultatif. Vu de l'extérieur, le changement ne devrait pas être très sensible. Nous continuerons de publier le bulletin "Face à la crise", d'éditer et de développer notre page Web, d'offrir des services d'experts pour la formation et de servir de centre de liaison pour la diffusion des "meilleures pratiques" et des nouvelles tendances dans le domaine du soutien psychologique. En complément, nous proposerons des services d'appui renforcés pour l'élaboration et l'intégration d'activités de soutien psychologique dans les programmes de développement et d'assistance.

Je suis personnellement très heureux que le Centre de référence pour le soutien psychologique poursuive son chemin et qu'il élargisse même son champ d'activités. Je considère qu'en déléguant à une Société nationale la tâche d'héberger ce Centre, le Secrétariat de la Fédération agit en plein accord avec l'esprit de la "politique pour le changement" et démontre que nous pouvons travailler ensemble de manière novatrice pour le bénéfice de tous.

J'espère de tout coeur que toutes les composantes du Mouvement intéressées par les questions touchant au soutien psychologique appuieront le travail et le financement du Centre de référence. Pour sa part, la Croix-Rouge danoise fera tout ce qui est en son pouvoir pour les aider à répondre aux besoins psychologiques des personnes vulnérables que nous avons pour mission de servir. ■

Pour plus d'informations, veuillez adresser vos messages électroniques à: anl@drk.dk



Des participants à la réunion du 13 mai 2004 à Copenhague.

Le soutien psychologique en Europe centrale

Annamari Raikkola, déléguée régionale en charge de la santé et de l'assistance aux personnes, Budapest, et Henriett Koos, assistante, santé et gestion des catastrophes

En mars 2001, un programme régional Santé et assistance aux personnes a été lancé à la délégation régionale de Budapest, en Hongrie, à l'intention de quinze Sociétés nationales d'Europe centrale. Ces dernières années, celles-ci ont été confrontées à divers événements traumatisants, le plus notable étant la guerre des Balkans. La région est également exposée à des catastrophes naturelles telles qu'inondations, tremblements de terre, tempêtes de neige, etc. C'est pourquoi les Sociétés nationales d'Europe centrale ont développé des capacités dans le domaine du soutien psychologique.

En réponse à un questionnaire, la plupart d'entre elles ont cité au nombre de leurs priorités le renforcement de leur aptitude à intégrer le soutien psychologique dans les interventions en cas de catastrophe et autres programmes courants. Dans cette perspective, elles ont participé à diverses sessions de formation spécialisée.

En mai 2002, la délégation régionale à Budapest a accueilli des représentants de onze Sociétés nationales dans le cadre d'une session d'introduction au manuel de formation sur le soutien psychologique dans la communauté; cet atelier avait été organisé par le Centre de référence de la Fédération internationale pour le soutien psychologique. En novembre 2002, une réunion de suivi a donné lieu à des échanges d'expériences et à des discussions concernant le développement stratégique futur des programmes de soutien psychologique au sein des Sociétés nationales.

Au sein de la délégation régionale, une collaboration très constructive entre les programmes Gestion des catastrophes et Santé et assistance aux personnes s'est traduite par l'organisation de deux ateliers subrégionaux sur le soutien psychologique en 2003. Les Sociétés nationales ont été invitées à y déléguer deux responsables de la gestion des catastrophes et deux responsables de la santé et de l'assistance aux personnes, le Centre de référence pour le soutien psychologique fournissant pour sa part des services d'experts. Ces ateliers avaient pour objectif général d'intégrer des activités de soutien psychologique et de gestion des crises dans les opérations d'assistance en faveur de victimes d'accidents graves et de catastrophes.

Plus spécifiquement, ils visaient à:

- améliorer les capacités des participants à atténuer le stress et les problèmes psychologiques des victimes et des volontaires dans de telles circonstances;
- accroître la capacité du personnel à intégrer des composantes de soutien psychologique dans les programmes et activités de gestion des catastrophes et de premiers secours.

Afin de faciliter l'intégration d'activités de soutien psychologique dans les programmes de gestion des catastrophes existants, les ateliers ont fait appel à des méthodes interactives telles que conférences, études de cas et travail de groupe.



Atelier subrégional Santé et assistance aux personnes / Gestion des catastrophes, juin 2003, Baile Herculane, Roumanie. Photo : Sune Follin, délégué régional Gestion des catastrophes.

Les groupes présentant d'importantes disparités en matière de formation, de spécialisation et de connaissance du soutien psychologique, il a fallu commencer par des principes de base en expliquant en quoi consiste exactement un programme de soutien psychologique et pourquoi un soutien psychologique efficace est vital dans les situations de catastrophe (comment gérer le stress, qu'est-ce qui rend un événement traumatisant, les enfants et le traumatisme, l'encadrement psychologique du personnel d'assistance, etc.). Cette approche a été très bien accueillie et comprise. Il est apparu évident que la volonté d'intégrer le soutien psychologique dans la gestion des catastrophes était présente, la question demeurant de savoir comment procéder.

Quelques mois plus tard, un questionnaire a été soumis aux Sociétés nationales pour tenter d'établir dans quelle mesure le soutien psychologique avait effectivement été intégré dans la gestion des catastrophes, quel avait été l'impact des ateliers mentionnés ci-dessus et quels étaient les besoins prioritaires en matière de formation. Neuf Sociétés nationales ont retourné leur questionnaire, complété par des personnes qui avaient pris part aux ateliers.

Les réponses ont permis de dégager les conclusions suivantes:

- de nombreuses Sociétés nationales ont intégré le soutien psychologique dans leurs programmes de premiers secours ou d'aide sociale, notamment, mais quelques-unes seulement dans leurs programmes de gestion des catastrophes;
- les activités de soutien psychologique sont menées principalement par des professionnels bénévoles ou par des employés et volontaires bénéficiant d'une formation dans ce domaine;

- le soutien psychologique en faveur des sauveteurs, secouristes et autres personnes engagées dans les opérations d'assistance est jugé très important;
- la formation spécialisée au soutien psychologique en faveur de groupes particuliers – notamment le personnel d'assistance et les enfants, mais aussi les parents et les personnes âgées – est également considérée comme prioritaire.

Après analyse des réponses aux questionnaires, les deux programmes – Santé et assistance aux personnes et Gestion des catastrophes – ont élaboré avec le Centre de référence de la Fédération pour le soutien psychologique le concept d'une équipe spéciale en charge du soutien psychologique dans les situations de crise. Ses membres potentiels ont été sélectionnés sur la base de leur formation, de leur expérience du soutien psychologique et de la gestion des catastrophes, ainsi que de leur engagement personnel dans leur travail.

Partant de là, le groupe suivant a été constitué:

- Ali Samet (Croix-Rouge de Macédoine)
- Chavdar Yankulov (Croix-Rouge bulgare)
- Kaspars Einats (Croix-Rouge lettone)
- Barbara Bartha (Croix-Rouge hongroise)
- Sanja Pupacic (Croix-Rouge croate)
- Hristina Ivanovic (Croix-Rouge de Serbie-Monténégro)

Les objectifs de l'équipe spéciale sont les suivants:

- assurer une assistance psychologique (et sociale) plus qualifiée aux groupes vulnérables après une catastrophe ou dans une situation de crise;
- coordonner et promouvoir les activités de soutien psychologique en Europe centrale;
- former d'autres personnes en vue de développer l'aptitude des volontaires à faire face au stress et autres pressions psychologiques en temps de crise ainsi que leurs capacités à soutenir les victimes et les groupes vulnérables;
- promouvoir une meilleure intégration des programmes (santé, aide sociale, préparation/gestion des catastrophes et soutien psychologique);
- mettre en place un réseau d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques dans le domaine du soutien psychologique;
- renforcer et développer les activités en vue de répondre aux besoins des communautés et populations de la région dans ce même domaine, en mettant l'accent sur des groupes particuliers tels que les personnes âgées, les minorités ethniques, les personnes vivant avec le VIH/sida, les sans-abri, etc.

La première réunion de l'équipe spéciale a eu lieu en mars 2004 à Budapest. Son cahier des charges, ainsi que la demande d'autorisation des secrétaires généraux des Sociétés nationales concernées, avaient été communiqués préalablement aux intéressés. Lors de cette séance d'orientation initiale, les membres du groupe ont été in-

formés des objectifs de l'équipe spéciale et des résultats escomptés. Les membres ont convenu d'entreprendre en premier lieu un travail de collecte d'informations sur les activités de soutien psychologique dans la région en rendant visite à chaque Société nationale et en s'entretenant avec les responsables de ces activités, puis de formuler un plan d'action sur la base des résultats de ces enquêtes.

Les entretiens devaient couvrir les aspects suivants: activités et programmes existants dans les domaines de la gestion des catastrophes, de la santé et de l'assistance aux personnes et du soutien psychologique, intégration des programmes, etc.;

- groupes bénéficiaires (personnes âgées, personnes vivant avec le VIH/sida, malades de la tuberculose et autres groupes vulnérables) et personnes en charge des services (employés de la Croix-Rouge, professionnels, volontaires);
- formation au soutien psychologique (formation existante, besoins, projets, etc.);
- soutien au personnel d'assistance (débriefing, supervision, etc.);
- problèmes et obstacles dans la mise en oeuvre d'activités de soutien psychologique;
- attentes, suggestions et recommandations.

La date buttoir pour l'envoi des rapports à la délégation régionale était fixée au 31 mai 2004. La prochaine réunion aura lieu dans le courant du mois de juin et les prochaines étapes du travail seront décidées à cette occasion.

La première réunion a permis de constater la forte motivation des participants en faveur de l'équipe spéciale et de ses objectifs. L'enthousiasme, le professionnalisme et le riche bagage d'expériences et de connaissances des membres du groupe en matière de soutien psychologique et de gestion des catastrophes constituent de solides garanties pour la réalisation de ces objectifs et pour le développement futur du programme de soutien psychologique, au profit tant des Sociétés nationales que des personnes vulnérables.

Pour plus d'informations, veuillez adresser vos messages électroniques à: ifrchu27@ifrc.org.

Atelier subrégional Santé et assistance aux personnes / Gestion des catastrophes, juin 2003, Baile Herculane, Roumanie.

Photo : Sune Follin, délégué régional Gestion des catastrophes.



Partenariat avec les familles de personnes disparues – une expérience du CICR

Par le docteur Vesna Petrovic, Département de psychologie, université de Novi Sad, Serbie-Monténégro

Introduction

Le conflit au Kosovo et Metohija entre les Kosovars serbes et les Kosovars albanais dure depuis près de six ans, et dans les deux camps, de nombreuses personnes ont été portées disparues (environ 4 500). La question des personnes disparues représente l'une des conséquences à long terme les plus tragiques de ce conflit et d'autres qui ont eu lieu sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Conformément à sa mission, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) doit avant tout, pour chaque cas de personne disparue, prendre contact avec la famille, enregistrer l'identité de la personne, relever les circonstances qui ont conduit à la disparition, puis rechercher activement la personne disparue. Les membres du CICR doivent pour cela rencontrer des membres de la famille des personnes disparues. De telles réunions sont, en règle générale, très éprouvantes sur le plan psychologique.

Sur la base des expériences acquises, il est apparu clairement que ce travail avec les familles se devait d'être coordonné et encadré. Il fallait également gérer la participation des familles tout au long de la procédure d'identification et de recherche effective des personnes portées disparues. Enfin, il est nécessaire de permettre à la société dans son ensemble de s'impliquer plus avant en vue de résoudre le problème des personnes disparues.

La participation des familles des personnes disparues

Voici comment est née l'idée de créer l'*Association of Families of Kidnapped and Missing Persons from Kosovo and Metohija* (Association des familles de personnes enlevées ou disparues originaires du Kosovo et de Metohija – ci-après Association des familles). Cette association a été fondée et soutenue financièrement par le CICR dès le début de l'année 2000. De telles associations fleurissent au niveau local, en particulier dans des villes de l'ex-République de Yougoslavie comptant un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En créant une organisation locale, le CICR a reconnu que les familles des personnes portées disparues avaient des besoins spécifiques au niveau communautaire.

L'identification des restes humains exhumés est une tâche très difficile en raison de la taille même des fosses communes,



et la difficulté ne fait qu'augmenter à mesure que passent les années. Photo: Shirley, Clive. CICR

Il est une bonne raison, d'un point de vue psychologique, de créer ce genre d'association familiale : faire participer les familles en leur donnant un rôle actif dans la procédure d'identification et de recherche des personnes portées disparues. Ainsi, l'Association des familles a aidé à organiser l'exposition photographique à partir du *Book of Belongings* (un recueil de photographies des vêtements et des effets personnels retrouvés sur les dépouilles) ; à mettre sur pied des équipes pour rassembler des informations sur les personnes disparues, datant d'avant leur mort, conformément aux indications fournies ; à disposer les vêtements et les effets personnels retrouvés durant les exhumations des personnes non identifiées ; et à créer le réseau de références visant à apporter un soutien aux familles des personnes portées disparues. En participant activement à cette procédure, les membres des familles concernées parviennent mieux à surmonter le problème que pose la « perte non représentable » d'un proche dans la vie de tous les jours.



Un homme feuillette l'album de photos des effets personnels dans l'espoir de reconnaître un objet ayant appartenu à un membre de sa famille. Photo: CICR

La dynamique de la « perte non représentable » d'un proche dans un climat général de violence sociale : comment vivre avec ce problème ?

Nous devons établir plusieurs faits :

- Les familles des personnes portées disparues ont perdu leur proche en raison d'actes de violence sociale commis à grande échelle, ce qui diffère de la perte d'une seule personne. Les actes de violence sociale commis à grande échelle impliquent la perte de différentes choses : un lieu, un domicile, un environnement familial, des institutions familiales, des personnes, sa propre identité.

- La « perte non représentable » (P. Boss emploie le terme « ambiguous loss ») constitue, dans la dynamique psychologique, la forme de perte la plus grave. En effet, il n'existe aucun moyen de se représenter la perte, et le processus de deuil ne peut s'engager, ce qui empêche la guérison du sujet, à savoir l'acceptation de la perte et le début de nouveaux investissements psychologiques dans la vie ici et maintenant.
- Les familles des personnes portées disparues restent figées (« frozen », selon P. Boss) dans la situation telle qu'elle était auparavant ; elles ne peuvent prendre de décisions et suivre le processus qui consiste à surmonter le passé pour vivre ici et maintenant. Elles sont laissées dans l'incertitude la plus complète et sont incapables d'avancer, au sens psychologique du terme, et de chercher une aide constructive.
- Aussi ces familles considèrent-elles le fait d'essayer de poursuivre leurs activités quotidiennes, processus de guérison habituel, comme une trahison vis-à-vis de la personne disparue, et elles éprouvent un sentiment de culpabilité.

Ainsi, bien que le problème des personnes portées disparues ait de lourdes conséquences psychologiques sur l'entourage, il est clair qu'on ne peut le résoudre par le seul soutien psychologique. Il faut que ce soutien apporté aux familles prenne également en compte le côté social, d'où l'appellation « soutien psychosocial ». Ce soutien est indéniablement lié à l'aspect social étant donné que les effets psychologiques de la disparition non élucidée sont dus à une violence sociale et non pas à une pathologie personnelle.

Stratégies mises en place pour apporter un soutien aux familles

Nous avons adopté différentes stratégies qui ont servi de fondement à l'élaboration du projet du bureau du CICR à Belgrade et de l'Association des familles.



Des initiatives fortes sont menées au plan local pour tenter de retrouver les personnes portées disparues. Ici, des enfants demandent où sont leurs parents dans le cadre d'une exposition d'affiches organisée par une association familiale. Photo: CICR

Les stratégies adoptées étaient les suivantes :

Il n'est pas réaliste d'attendre que les familles viennent vers nous pour trouver un soutien psychologique. Les familles restent figées dans l'incertitude, dans le souvenir des nombreuses pertes et se sentent impuissantes. Nous reconnaissons néanmoins qu'il s'agit de personnes *normales*, qui ont dû faire face à de nombreuses pertes *anormales*, dans un climat de violence sociale et politique. Nous avons donc pensé que l'Association des familles devait être soutenue et promue, car elle devait servir de lien dans la société après que les organisations humanitaires ont quitté le terrain, une fois leur mandat terminé, soit à la fin, comme on l'espère, du conflit. Pour nous, il est extrêmement important que les personnes puissent s'entraider, s'activer et transformer leur chagrin et leur envie de destruction en quelque chose de constructif.

Pour pouvoir toucher les familles et répondre à leurs besoins, nous pensons que le contact direct, notamment à travers l'envoi d'équipes mobiles pour les rencontrer là où elles vivent et identifier leurs besoins, constitue la première étape dans l'assistance structurée auprès des familles.

Les relations avec les secteurs gouvernemental et non gouvernemental, tel que le soutien apporté au secteur public et à la société dans son ensemble, représentent également, selon nous, une étape nécessaire dans la constitution d'un réseau de travail. Le principe de « l'union qui fait la force » est très important pour les familles, la société et les organisations humanitaires. Aussi les équipes mobiles dépendent-elles d'une organisation non gouvernementale qui est en contact permanent, non seulement sur le terrain, avec les familles, mais aussi avec les centres d'aide sociale*. Ces équipes mobiles sont également en lien avec d'autres institutions gouvernementales de premier plan, telles que les centres de soins de santé, la Croix-Rouge locale, etc. Par ailleurs, elles disposent d'informations sur les sources possibles d'assistance auprès des familles dans leur environnement social particulier.

Deux fois par mois, nous avons organisé au sein de la communauté des séances de soutien psychosocial auprès des familles de personnes portées disparues ; elles étaient reçues par un représentant des organismes suivants : l'Association des familles, la Croix-Rouge locale, l'équipe mobile de l'ONG s'occupant des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le centre d'aide sociale et le CICR. La réunion était animée par deux consultants du CICR (un psychologue et un psychiatre). En outre, nous avons invité des personnes de la communauté locale, en fonction des besoins des familles (sur le plan juridique, médical, administratif, etc.). Nous nous sommes ensuite demandé comment appeler ce type d'assistance. Les familles ont suggéré de l'appeler « soutien moral », en référence notamment à l'espoir qui leur est redonné et au sens qui est donné à la perte, deux formes de soutien qu'elles considèrent comme très importantes.

Objectifs du programme

Outre les stratégies susmentionnées, les objectifs particuliers indiqués ci-après ont été définis : 1) promouvoir l'entraide au sein du groupe ; 2) aider les participants à se détacher des problèmes passés et à s'intégrer dans le contexte social présent en les réorientant vers la vraie vie.

Dans le cadre de ce programme, nous avons organisé six réunions autour des thèmes suivants : 1) L'union fait la force ; 2) Vers qui puis-je me tourner pour soulager ma peine ? 3) Différentes façons de se soutenir moralement les uns les autres ; 4) Comment sortir de cet état de tension lié à la perte non représentable ; 5) Vivre ici et maintenant malgré l'incertitude permanente ; 6) Que signifie « ici et maintenant » ? Le choix de ces sujets donne une idée des objectifs que nous voulons atteindre à travers ce programme.

Les résultats attendus sont les suivants : 1) Un soutien est apporté à la construction d'un nouveau réseau social, comprenant un système d'aiguillage pour les familles des personnes portées disparues ; 2) Les différents acteurs sociaux communiquent davantage entre eux, et l'Association des familles s'intègre mieux au réseau social ; 3) Les familles elles-mêmes s'intègrent mieux au réseau

social ; 4) Les membres des familles concernées parviennent mieux à ancrer leur vie dans le présent.

Enfin, nous aimerions souligner que les expériences des différentes communautés, acquises au sein de différentes cultures, sont une source de références inestimable pour les interventions à mener. Et si l'on veut fournir une assistance adaptée et efficace aux familles des personnes portées disparues dans un climat général de violence sociale et politique, il faut absolument prendre en compte, dans la définition des stratégies, les particularités locales propres à chaque société et à chaque culture. ■

*Dans notre pays, les centres d'aide sociale sont des institutions gouvernementales répondant aux besoins sociaux de la population, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Références : BOSS, Pauline (1999), *Ambiguous Loss : Learning to Live with Unresolved Grief*, Harvard University Press

Pour plus de renseignements, veuillez adresser vos demandes à vesnapet@eunet.yu

Souvenirs de la route – Soutien psychosocial auprès des enfants et des familles victimes d'un conflit armé

par Stephen Regel, directeur du Centre for Trauma Studies/Traumatic Stress Service, Nottinghamshire Healthcare NHS Trust, Nottingham, Royaume-Uni

Au cours de la dernière décennie, les conflits armés se sont multipliés à travers le monde. Ce sont inévitablement les populations vulnérables, tels les enfants, qui ont été réduites à migrer, à se déplacer ou contraintes à prendre part au conflit. Cette conférence d'une journée a réuni un groupe international de spécialistes ayant une grande expérience ; ils ont en effet travaillé dans des zones affectées par des conflits, où ils ont mis sur pied des programmes de soutien destinés à répondre aux besoins en matière de santé mentale, mettant à la fois l'accent sur les aspects social et psychologique du bien-être. La conférence a abordé toute une série de questions, allant de l'intérêt et de l'importance d'une telle approche au rôle des spécialistes et des décideurs, en passant par la sensibilisation à des pratiques créatives et adaptées à chaque culture. Elle a fourni de précieuses informations sur différentes méthodes de travail qui cherchaient à intégrer des pratiques aussi bien conventionnelles que traditionnelles. Étant donné l'augmentation considérable du nombre de réfugiés au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens, réfugiés représentés essentiellement par des enfants et des familles, la conférence offrait une occasion unique de discuter des besoins de ces groupes vulnérables.

La conférence sur les souvenirs de la route s'est tenue à la veille de la réunion annuelle du Registre d'experts du Centre de référence de la Fédération pour le soutien psychologique, un groupe international de consultants qui participent à l'évaluation et à la formation en matière de soutien psychologique au sein de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Fédération). La conférence et la réunion du Registre d'experts étaient organisées conjointement par le Nottinghamshire Healthcare NHS Trust (Centre for Trauma Studies/Traumatic Stress Service – Centre d'études des traumatismes/Service du stress traumatique) et la Fédération. Comme c'était la première fois que le Registre d'experts se réunissait à l'extérieur du Danemark, il semblait opportun de faire précéder l'événement d'une conférence qui aborderait un bon nombre de questions pressantes, souvent au cœur des missions et des interventions humanitaires.

Le docteur Janet Rodenburg a ouvert la manifestation par un discours-programme retraçant les activités du Centre de référence pour le soutien psychologique (établi au sein de la Croix-Rouge danoise) et fournissant un cadre de références contextuelles aux orateurs qui allaient s'exprimer. La variété des présentations a donné une idée

de la diversité des activités menées dans différents contextes et situations à travers le monde. Le docteur Anica Kos, directeur des programmes à la Fondation Together (un centre régional pour le bien-être psychosocial des enfants slovènes) a parlé des capacités de guérison et des mécanismes de survie que développent les enfants touchés par les malheurs de la guerre et de l'après-guerre. Le docteur Kos a fait part de sa vaste expérience et de son engagement dans le domaine des problèmes de santé mentale et psychosociale en Bosnie et au Kosovo. Par ailleurs, elle intervient en tant que consultante à la conférence, aux côtés de l'OMS, de l'Unicef et du HCR. Le docteur Alison Strang, coordinatrice du groupe de travail sur les questions psychosociales à l'université d'Édimbourg, Queen Margaret College, s'est exprimée sur l'utilité de fournir un soutien psychosocial aux enfants et aux familles victimes d'un conflit armé et a relevé certaines difficultés liées au manque de consensus autour d'objectifs, de stratégies et de pratiques efficaces dans le domaine. Elle a présenté un modèle conceptuel d'interventions psychosociales et a considéré certaines conséquences inédites et des défis nouveaux. Arlene Healey, Directeur du Family Trauma Centre (Centre pour les traumatismes familiaux) à Belfast, Irlande du Nord, a présenté le travail réalisé par ce service régional créé d'après les recommandations que Sir Kenneth Bloomfield a formulées dans son rapport sur les victimes des conflits. Mme Healey a illustré son propos par une série d'exemples montrant à la fois le travail accompli par le Centre et l'engagement de ce service auprès des enfants et des familles exposés aux traumatismes permanents résultants de conflits civils. Le professeur Peter Berliner, consultant psychologue au Centre de recherche et de réadaptation pour les victimes de la torture, au Danemark, et professeur associé à l'université de Copenhague, a présenté le travail que le Centre a réalisé au Guatemala et au Honduras. Il a à cette occasion participé à la conduite de programmes à base communautaire destinés aux familles victimes de la guerre. Mark Smith, directeur du développement de Action for Children in Conflict, une association basée au Royaume-Uni qui met sur pied des actions en faveur des enfants touchés par un conflit, a évoqué plusieurs problèmes affectant les enfants et les familles demandeurs d'asile ou réfugiés au Royaume-Uni, ainsi que certains défis que doivent relever les services publics et volontaires dans le pays. Malheureusement, Ibrahim Masri, qui dirige le travail de l'association Save the Children et a mis en œuvre un

programme à base scolaire pour soutenir les enfants à Gaza et en Cisjordanie, n'a pas pu participer à la conférence. Il lui a été impossible de quitter Gaza à cause d'une escalade soudaine de la violence. Il devait traiter des besoins psychosociaux des enfants victimes d'un conflit en cours et de l'adoption d'une démarche à base scolaire. La contribution d'Ibrahim Masri aurait certainement apporté un éclairage nouveau sur ce travail réalisé dans une situation extrêmement complexe et difficile.



Des participants à la conférence sur le soutien psychosocial aux enfants et familles affectés par des conflits armés.
Photo: Ewa Maryl

La conférence a suscité des réactions très positives, et cette initiative particulière a peut-être créé un précédent pour de futures réunions du Registre d'experts. En effet, les membres de ce groupe ont tous convenu que c'était une occasion unique de tirer des enseignements et de constituer un réseau de travail. J'aimerais en profiter pour remercier l'ensemble des intervenants à la conférence ; leurs présentations étaient excellentes et motivantes et grâce à eux, l'événement a été un succès.

Pour ce qui est des activités sociales, la conférence était suivie en soirée d'une cérémonie officielle locale dans la Long Gallery du château de Nottingham, organisée par M. Jeremy Taylor, directeur général du Nottinghamshire Healthcare NHS Trust et à laquelle assistait le shérif de Nottingham. Cette réception a été perçue comme un bon moyen à la fois de remercier les orateurs à la conférence et d'accueillir les délégués membres du Registre d'experts de la Croix-Rouge à Nottingham, pour les deux jours et demi de réunions et de discussions qui allaient suivre sur le travail de ce groupe. ■

Pour plus de renseignements, veuillez adresser vos demandes à Stephen.Regel@nottshc.nhs.uk

Réunion du groupe d'experts à Nottingham

Par Janet Rodenburg, chef du Centre de référence

Par une grise et pluvieuse après-midi de la fin mars, une vingtaine de personnes se sont retrouvées au Holiday Inn de Nottingham, au Royaume-Uni, pour la réunion annuelle du groupe d'experts. Contrairement à ce qu'aurait pu laisser craindre cette atmosphère peu engageante, la session s'est ouverte le lendemain matin

sous un soleil radieux qui ne nous a plus fait défaut tout au long des jours suivants. En fait, Nottingham s'est révélée être un site parfaitement accueillant et chaleureux, avec son château, ses Galleries of Justice – et le plus ancien pub d'Angleterre...

La réunion était accueillie par le Centre for Trauma Studies, Nottinghamshire Healthcare Trust, un des partenaires du Psychological Support Centre (Centre de soutien psychologique). Une conférence d'une journée sur les enfants et les familles affectés par des conflits armés a précédé la séance de travail (voir le rapport dans ce même bulletin). Destinée à sensibiliser les membres du groupe aux défis particuliers des situations d'après-conflit, cette conférence témoigne de l'intérêt accru du Centre de soutien psychologique pour les populations affectées par la guerre.

Les deux jours et demi suivants ont été consacrés à des échanges d'expériences sur les missions de l'année précédente et à la discussion de concepts et de méthodologies, l'objectif étant d'aboutir à une meilleure compréhension du contexte et des paramètres de l'action psychosociale. Après une introduction générale sur l'évaluation des besoins dans les situations d'urgence, y compris les choses à faire et celles à éviter, le groupe a débattu plus en détail des récentes évaluations psychosociales conduites en Irak, en Iran et au Liban. En provenance directe du terrain, l'équipe de soutien psychologique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a offert un excellent résumé des derniers développements, ainsi que des contraintes et défis spécifiques à la région.

En nous référant à notre expérience de l'année précédente en relation avec le Community-based Psychological Training Manual (manuel de formation psychosociale communautaire), nous avons identifié un certain nombre de lacunes et de faiblesses. Des groupes de travail provisoires ont été constitués en vue de proposer des aménagements pour certains des modules et/ou de préparer des supports de formation complémentaires.

L'un des principaux points à l'ordre du jour de la réunion consistait à optimiser les relations de travail entre les membres individuels du groupe, le Centre de soutien psychologique et les Sociétés nationales qui sollicitent une assistance. Comment faire pour maintenir un dialogue régulier au sein d'un groupe dont les membres sont disséminés à travers le monde entier? Comment garantir

une planification adéquate en sachant que la plupart des demandes sont purement circonstancielles et que la majorité des consultants ont des engagements extrêmement accaparants? Comment assurer un certain niveau de qualité et d'homogénéité dans les services fournis? Comment améliorer la participation des Sociétés nationales et autres organisations partenaires qui mettent à la disposition du Centre du personnel ou des délégués, que ce soit sur le plan du soutien financier et logistique, des échanges d'informations ou des possibilités de formation?



Jeremy Taylor, directeur général du Nottinghamshire Healthcare NHS Trust (à gauche au premier rang), et les participants de la réunion étaient accueillis devant le Château de Nottingham.

La prochaine réunion aura lieu au printemps 2005 et sera à nouveau accueillie par un de nos partenaires, ce qui contribuera à consolider encore le sentiment d'appartenance et d'identification au Programme de soutien psychologique. Dans l'intervalle, le défi consistera à maintenir l'esprit de coopération manifesté à Nottingham et à faire progresser notre travail au sein du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. ■

Pour plus de renseignements, veuillez adresser vos demandes à jar@drk.dk

Les équipes de soutien psychosocial de la croix-rouge espagnole pour les situations d'urgence

Dori Moreno Sánchez, département de la santé et des secours, plan d'intervention pour les situations d'urgence, Croix-Rouge espagnole

Activités de soutien psychologique de la Croix-Rouge espagnole suite aux attentats terroristes du 11 mars à Madrid

Depuis 1996, la Croix-Rouge espagnole a constitué à travers tout le pays un réseau d'équipes d'intervention d'urgence (ERIES) spécialisées dans le soutien psychologique.

Conformément aux recommandations de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, cet effort comporte deux volets:

Former au soutien psychologique tous les secouristes de la Société nationale de manière à consolider l'élément humain de ses activités visant à atténuer les souffrances des victimes;

Créer et développer des équipes d'intervention d'urgence spécialisées dans le soutien psychologique, composées chacune de quatorze volontaires (psychologues, travailleurs sociaux, médecins, infirmiers et secouristes).

Les événements

Le jeudi 11 mars 2004, à 7 h 39, des explosions – qui se sont révélées être des attentats terroristes – se sont produites à Madrid dans plusieurs trains, faisant 191 morts et quelque 1900 blessés. La capitale s'est trouvée plongée dans le chaos et la confusion.

Intervention de la Croix-Rouge espagnole

- Aussitôt après les attentats, la Croix-Rouge espagnole s'est mobilisée pour:
- administrer des soins aux blessés et les évacuer vers les hôpitaux;
- collecter du sang;
- mettre en place des permanences téléphoniques pour informer les familles et amis des victimes;
- assurer aux victimes et à leurs familles une assistance psychosociale;
- aider les services de médecine légale à identifier les corps;
- mettre en place des services de recherche internationaux.

Assistance psychosociale

Dès les premières estimations et à mesure que le bilan en vies humaines s'alourdissait, la Croix-Rouge espagnole a pris conscience de la nécessité de mettre en place un soutien psychosocial pour les victimes et leurs familles. Nous avons aussitôt entrepris d'identifier les endroits où les équipes d'intervention d'urgence spécialisées devaient être déployées.

Hôpitaux

Les membres des familles des blessés ont afflué en masse dans les hôpitaux où ceux-ci avaient été évacués, afin de prendre des nouvelles. Bientôt, les hôpitaux se sont trouvés débordés par les demandes et ont sollicité l'assistance de la Croix-Rouge, qui s'est consacrée notamment aux tâches suivantes:

- information et orientation;
- accompagnement des familles dans la recherche et la visite des victimes hospitalisées;
- soutien aux familles de blessés graves, y compris durant les opérations chirurgicales;
- préparation des familles qui ne trouvaient pas trace de leurs parents à l'hôpital avant de les diriger vers la morgue;
- encadrement des familles qui avaient perdu des parents à l'hôpital et accompagnement à la morgue des parents de personnes portées disparues.

Pavillon de l'IFEMA *

Au vu du nombre élevé de victimes, un pavillon a été aménagé dans l'enceinte de l'IFEMA afin d'accueillir les corps et de permettre aux médecins légistes de procéder aux autopsies. Des chambres ont été mises à la disposition des familles dans les édifices voisins.

Les tâches de chaque organisme d'assistance engagé dans l'opération devaient être clairement définies afin de coordonner le soutien psychosocial aux familles. La Croix-Rouge, la Communauté autonome, la faculté de psycho-

logie et l'Institut de la santé mentale ont chacun fourni des ressources dans le cadre de cet effort. De nombreux professionnels de la santé mentale ont en outre proposé spontanément leurs services, ce qui a contribué à compliquer la coordination de l'assistance.

Les principales activités des équipes d'intervention d'urgence spécialisées dans le soutien psychosocial ont été les suivantes:

- accueil et encadrement des familles;
- accompagnement et soutien psychologique: entretiens avec la police scientifique, salle d'attente, notification des décès et évacuation des corps;
- encadrement des mineurs;
- services de conseils aux migrants;
- assistance médicale;
- fourniture de repas aux secouristes et aux familles des victimes;
- fourniture de couverture et de boissons chaudes pendant la nuit de veille.



Photo : Croix-Rouge espagnole

Vendredi 12 mars

L'ensemble de la population a été choquée par les attentats et de nombreuses personnes ont sollicité un soutien psychologique. La Croix-Rouge a décidé de placer sur son site Internet (www.cruzroja.es) des informations sur les possibles réactions à ces événements et sur l'attitude à adopter, notamment vis-à-vis des enfants.

Tout au long de la journée, les efforts se sont concentrés dans les différentes morgues où les dépouilles avaient été transportées. Les familles ont participé à des veillées funèbres pour dire adieu à leurs disparus.

Les médiateurs culturels ont joué un rôle important, les victimes étant originaires de divers pays et pratiquant de ce fait des rituels différents.

Les principales activités déployées dans les morgues ont été les suivantes:

- coordination interinstitutionnelle afin de mettre en place un service de soutien cohérent pour les familles affectées;

- accueil des familles;
- fourniture d'informations et arrangements pratiques avec les pompes funèbres;
- encadrement des familles pour les adieux aux disparus;
- soutien psychologique à la demande des familles pendant la veillée mortuaire;
- transmission de demandes pour un soutien psychologique en d'autres lieux;
- distribution de brochures d'information avec des conseils sur la manière de réagir aux événements;
- encadrement de mineurs pendant que leurs parents étaient à la morgue;
- assistance sanitaire – mobilisation d'ambulances et d'auxiliaires de santé supplémentaires pour répondre aux besoins de personnes souffrant d'anxiété et pour administrer des médicaments.



Photo : Croix-Rouge espagnole

Samedi 13 mars

A compter de cette date, les équipes d'intervention d'urgence ont concentré leurs efforts sur les activités ci-dessous.

Au cimetière d'Almudena, une coordination a été mise en place avec les services de médecine légale pour tenter d'identifier les corps avec le concours des familles de personnes portées disparues (entretiens, photographies, échantillons d'ADN).

Une partie du parc de l'IFEMA a été aménagée pour l'identification et la collecte des effets personnels des victimes. Là encore, la coordination et la collaboration avec les services de médecine légale s'est avérée cruciale afin de minimiser l'impact de cette procédure sur les familles. Ce moment était sans aucun doute le plus cruel pour les parents, la récupération des objets étant souvent la première preuve tangible du décès des êtres aimés.

Après l'impact initial

Quatre jours après les attentats, l'Institut de la santé mentale de la Communauté autonome de Madrid a publié un plan pour l'assistance aux victimes et aux familles des victimes du 11 mars. La Croix-Rouge a informé la population en conséquence.

Une fois terminée l'intervention d'urgence, la Croix-Rouge a mis l'accent sur le suivi et l'encadrement de tous ceux qui avaient pris part à l'opération, afin de garantir la santé mentale du personnel Croix-Rouge confronté à ces événements traumatisants. A ce jour, on n'a pas identifié de cas nécessitant une assistance spécialisée à moyen ou à long terme.

Quelques chiffres

Environ 200 personnes réparties dans treize équipes d'intervention d'urgence ont directement participé à cette opération. Environ 3000 personnes – victimes, parents et citoyens de Madrid – ont bénéficié de leur assistance.

Évaluation et principales conclusions

Les équipes et la coordination avec le réseau national de la Croix-Rouge ont fonctionné de manière très satisfaisante. L'expérience a confirmé la capacité de la Croix-Rouge à intervenir dans ce genre de circonstances.

La composition et la nature multidisciplinaire des équipes étaient bien adaptées aux besoins des personnes affectées. Pour être en mesure de fonctionner efficacement et d'accomplir convenablement les tâches qui leur sont confiées, les équipes d'intervention d'urgence doivent bénéficier régulièrement d'une formation spécialisée.

S'agissant du soutien aux divers participants, cette expérience a confirmé l'importance cruciale d'une formation spécialisée dans ce domaine également. Les participants ont toutefois considéré que la Société nationale avait fait preuve d'une attention et d'un soutien satisfaisants à cet égard et ont recommandé que les procédures mises en place dans le cadre des événements de Madrid soient systématiquement appliquées pour toutes les interventions d'urgence.

Les parents des victimes ont eux aussi exprimé leur appréciation pour les services fournis.

Il convient de noter que la Croix-Rouge espagnole est en mesure d'assurer d'autres services psychosociaux (soins de santé, distribution d'articles de première nécessité, permanences téléphoniques, etc.) dans le contexte des interventions d'urgence.

La coordination interinstitutionnelle a parfois été compliquée, essentiellement en raison de l'absence de préparation et de planification en prévision d'une telle situation. La collaboration avec les responsables des différents services d'intervention a toutefois été satisfaisante.

Pour conclure, soulignons que l'image de la Croix-Rouge a été très largement promue parmi les médias nationaux et internationaux (télévision, radio et presse écrite). ■

* L'IFEMA est un parc d'activités culturelles de Madrid où sont régulièrement organisées des foires et autres expositions sur des thèmes divers.

Pour plus d'informations: amoren@crozroja.es

Collaborer pour apporter un soutien aux personnes victimes d'une situation d'urgence ou d'une catastrophe

Par Moya Wood-Heath, Croix-Rouge britannique

Les attentats à la bombe survenus dernièrement à Madrid ont rappelé, telle une menace, que les situations d'urgence les plus graves peuvent se produire n'importe où, en tout temps, sans prévenir. En Europe, le défi pour ceux qui fournissent des mesures de protection civile va assurément s'accroître avec l'élargissement de l'Union européenne et l'augmentation probable des difficultés auxquelles l'Union devra faire face. La publication du rapport conduit par la Croix-Rouge britannique sur les questions de protection civile à l'échelle européenne arrive à point nommé. Le rapport sera diffusé largement à travers l'UE, auprès des gouvernements et des organisations non gouvernementales, et pourrait servir à forger une démarche plus ciblée, fondée sur la collaboration dans le domaine de la gestion des catastrophes.

En avril 2002, la Croix-Rouge britannique a soumis un rapport à l'Unité de protection civile de la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne, indiquant comment les ONG pourraient faire pour assister au mieux les organisations gouvernementales et publiques. Deux recommandations principales ressortaient : premièrement, les besoins des personnes victimes d'une situation d'urgence ou d'une catastrophe devraient être au cœur des mesures de protection civile propres à chaque pays ; deuxièmement, les pays de l'UE devraient pouvoir disposer de lignes directrices qui leur permettent d'adopter une démarche commune concernant la fourniture de soutien.

Grâce à ce rapport, la Croix-Rouge britannique a reçu des financements de la Commission européenne pour élaborer un projet fondé sur ces premières recommandations. Le nouveau rapport, intitulé *Working together to support individuals in an emergency or disaster* (Collaborer pour apporter un soutien aux personnes victimes d'une situation d'urgence ou d'une catastrophe), envisage des moyens pour que tous les membres de la communauté européenne, dotés chacun de structures et de systèmes juridiques différents, puissent fournir un même soutien aux victimes lors d'une situation d'urgence.

Ce projet a pour but de permettre aux pays membres de l'UE de mieux appréhender les besoins psychosociaux des personnes touchées par une situation d'urgence. Il les exhorte également à reconnaître l'importance d'avoir des lignes directrices qui établissent une démarche commune lors d'une telle intervention.

Comme le recommande la Croix-Rouge britannique, la finalité de cette démarche est de faire en sorte que les besoins de ces personnes soient satisfaits, en toutes cir-

constances. Qu'une personne soit victime d'une explosion en Grande-Bretagne, d'une inondation en France ou d'un tremblement de terre en Grèce, l'objectif est le même : les victimes devraient bénéficier des mêmes soins que dans leur propre pays, quel que soit le pays dans lequel la situation d'urgence ou la catastrophe a lieu.

Bien entendu, il existe des différences dans la manière dont chaque pays membre conçoit les mesures de protection civile, mais indépendamment de cela, les mêmes types de soutien devraient être fournis, et un même niveau de qualité devrait être respecté. Dans son rapport, la Croix-Rouge britannique fait la recommandation suivante : les pays de l'UE devraient reconnaître l'utilité d'adopter certains termes communs, certaines pratiques communes et des plans conjoints aux niveaux local, régional et national.

La Croix-Rouge britannique était certainement la mieux placée pour conduire un tel projet ; en effet, les mesures de protection civile appliquées au Royaume-Uni sont reconnues à travers l'UE pour être avancées. Par exemple, le service de police en lien avec les familles (Police Family Liaison Service), qui a joué dernièrement un rôle capital dans le soutien apporté à la suite de l'explosion d'une usine de plastique à Glasgow, est un service unique en son genre. Les familles qui attendaient d'avoir des nouvelles de leurs proches ont bénéficié d'un soutien personnel de haute qualité, qui n'aurait peut-être pas pu être offert ailleurs.

Parallèlement, de nombreux pays de l'UE fournissent des services particuliers à leurs frontières, mais alors qu'ils continuent, à juste titre, de prévoir des mesures spécifiquement nationales, le projet, lui, met en lumière comment chacun tire parti de l'échange de pratiques efficaces. L'identification de telles pratiques nationales a permis d'élaborer un modèle efficace, qui s'appuie sur les forces conjuguées des pays membres.

Cette démarche basée sur la coopération améliore les capacités car elle signifie un échange d'informations entre les pays voisins et les organisations, qui contribue à la fourniture d'un soutien de haute qualité et de même niveau dans toute l'Union européenne.

Il est peu probable que la fréquence des situations d'urgence ou des catastrophes qui se produisent dans l'UE continue d'augmenter. La Croix-Rouge britannique espère qu'en diffusant très largement ce rapport à travers toute l'Europe, d'autres organisations œuvrant dans les situations d'urgence seront informées et influencées de

manière positive. C'est seulement en collaborant que tous les pays de l'UE seront mieux à même de prendre soin des personnes lorsque les besoins sont criants. ■

Le document sera disponible mi-juin et peut être commandé auprès de : MWoodhea@redcross.org.uk

Manifestations à venir:

- **26 août – 1^{er} septembre**, Eremo dei Frati Bianchi, Cupramontana, Italie
Séminaire de formation 2004 à Eremo
Conséquences psychologiques de la violence et de la terreur organisées : traumatisme psychologique – des connaissances scientifiques les plus récentes au travail de terrain.
Organisé par l'organisation Vivo
Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Internet de Vivo :
http://www.vivofoundation.net/eremo_training_2004/inglise/index.htm (en anglais)
- **23-24 septembre, Genève, Suisse**
Débriefing émotionnel : donner au personnel de terrain les moyens de travailler dans un environnement de plus en plus difficile, caractérisé notamment par l'insécurité, en recourant à la technique du débriefing, généralement utilisée dans les programmes de soutien auprès des éducateurs pairs (méthode Mitchell).
Organisé par le Centre de psychologie humanitaire
Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à :
info@humanitarian-psy.org
- **4-6 octobre, Londres, Royaume-Uni**
Former les formateurs: Cette formation initie les participants aux méthodes d'apprentissage basées sur la participation et leur présente des moyens efficaces de planifier un événement. Les participants animeront une session de formation interactive, qui sera évaluée pour qu'ils en tirent des enseignements.
Organisé par INTRAC, The International NGO Training and Research Centre, centre de formation et de recherche pour les ONG du monde entier
Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Internet de INTRAC :
http://www.intrac.org/Intrac/TraintheTrainer_en.html ou prendre contact avec la coordinatrice de la formation et de la logistique : r.blackshaw@intrac.org
- **23-24 octobre, Oxford, Royaume-Uni**
Cross-Cultural Psychology, Forced Migration, and Peace Building (Psychologie interculturelle, Migration forcée et rétablissement de la paix)
Organisé par le Refugee Studies Centre, centre d'études sur les réfugiés créé au sein de l'université d'Oxford
Pour en savoir plus, veuillez consulter le site Internet du centre :
http://www.rsc.ox.ac.uk/index.html?teaching_short_crosscultural

Pour s'abonner ou obtenir de plus amples informations, écrire à :
psp-referencecentre@redcross.dk



Fédération internationale des Sociétés
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Croix-Rouge danoise 